



En Poitou-Charentes, au 4^e trimestre 2014, l'emploi salarié reste en difficulté

En Poitou-Charentes, les effectifs salariés dans les secteurs marchands se sont comprimés au 4^e trimestre et le taux de chômage s'est une nouvelle fois dégradé. Le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté plus fortement qu'au niveau métropolitain. Les perspectives d'investissement des ménages dans le logement ont atteint un nouveau point bas, comme l'indique la faiblesse persistante des autorisations de construire. Les notes positives viennent des créations d'entreprises qui se redressent et des défaillances qui reculent. Le secteur du tourisme reste porteur et les exportations régionales croissent à nouveau.

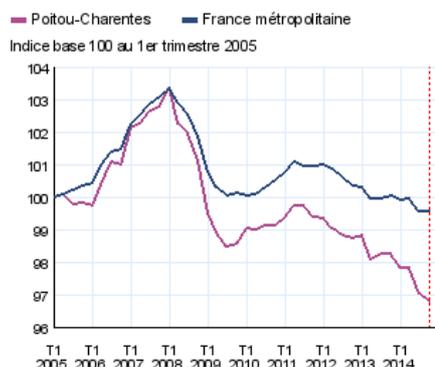
Didier Lampin

Rédaction achevée le 13 avril 2015

Nouveau recul de l'emploi marchand en Poitou-Charentes

Entre le 3^e et le 4^e trimestre 2014, la légère reprise de l'activité observée en métropole ne permet pas la remontée de l'emploi marchand, qui reste stable au niveau national (*figure 1*). En Poitou-Charentes, l'emploi diminue ce trimestre (-0,3 %, donnée corrigée des variations saisonnières -CVS-, après -0,8 % au trimestre précédent). En 2014, 5 600 postes nets ont été détruits dans la région, l'évolution annuelle régionale (-1,5 %) est plus défavorable qu'un niveau national (-0,5 %).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



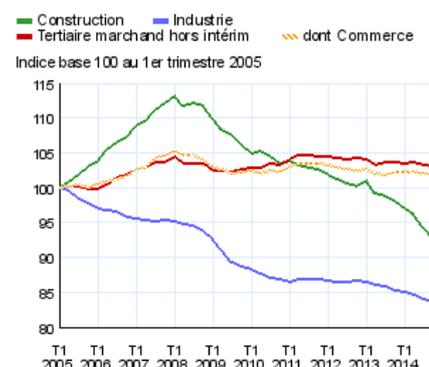
champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles

Source : Insee, estimations d'emploi

En Poitou-Charentes, au 4^e trimestre 2014, les effectifs diminuent dans tous les secteurs (*figure 2*) et (*figure 3*), sauf dans l'intérim (+3,0 % en cvs). La construction reste en difficulté, au niveau régional comme national, l'emploi salarié décroît respectivement de -1,8 % et -1,3 % (en cvs). En 2014, ce secteur a perdu 5,3 % de ses effectifs, soit 2 000 salariés. L'industrie régionale continue de perdre des effectifs ce trimestre (-0,5 %). Sur l'année 2014, les destructions nettes ont touché 1 800 postes soit un décrochage de -1,9 % par rapport à fin 2013.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



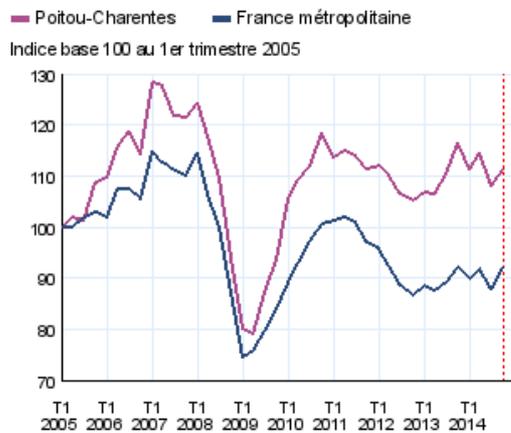
Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

C'est le secteur du commerce qui a le mieux résisté en 2014. Sur l'année, ses effectifs se réduisent d'environ 300 postes (-0,3 %). Au 4^e trimestre, le secteur recule de 0,2 % comme au trimestre précédent. Les services marchands hors intérim n'ont pas contribué au soutien de l'emploi salarié. Les effectifs diminuent de 0,1 % entre le 3^e et le 4^e trimestre. Sur l'année, les activités de services ont détruit près de 1 000 postes (-0,7 % par rapport à 2013).

3 Évolution de l'emploi intérimaire

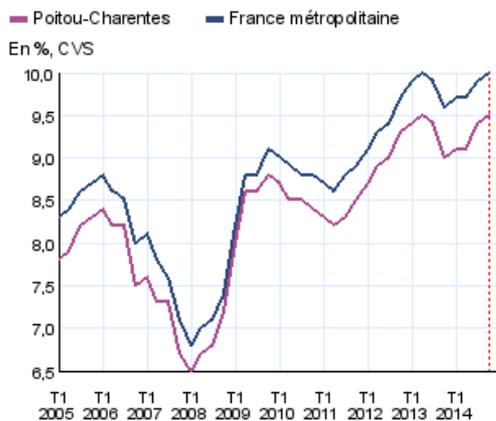


Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emplois

Le taux de chômage reste en légère hausse

La période d'accalmie observée à partir du 2^e trimestre 2013, ne s'est pas poursuivie en 2014 (figure 4). Au 3^e trimestre 2014, le taux de chômage régional avait fortement rebondi (+0,3 point). La tendance du dernier trimestre de 2014, bien que moins accentuée, reste défavorable : le chômage progresse de 0,1 point entre octobre et décembre 2014 pour atteindre 9,5 % de la population active. Il s'agit, avec le 2^e trimestre 2013, du plus haut niveau enregistré depuis début 2008. Au 4^e trimestre 2014, seules trois régions métropolitaines enregistrent une stabilité de cet indicateur. En métropole, fin 2014, le taux atteint 10,0 %.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Une demande d'emploi toujours forte

Au cours du 4^e trimestre 2014, le nombre de demandeurs d'emploi, ayant exercé ou non une activité réduite, a augmenté en Poitou-Charentes à un rythme plus soutenu qu'en métropole (respectivement +2,1 % et +1,8 % en évolution trimestrielle, en CVS). Fin décembre 2014, 145 000 picto-charentais (données

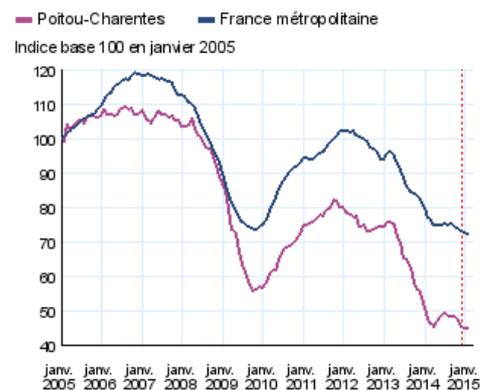
brutes) étaient inscrits à Pôle emploi dans l'une des trois catégories : A, B ou C, dont 90 000 dans la seule catégorie A qui regroupe les demandeurs n'ayant exercé aucune activité.

Sur un an, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi A, B ou C s'élève dans la région à 7,6 % (en CVS), tandis qu'au niveau national la hausse a été moindre (+6,3 % en CVS). Pour les trois catégories, les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans ont toujours le plus de difficultés à s'insérer dans l'emploi : leur nombre est en hausse de 3,0 % (en CVS) entre le 3^e et le 4^e trimestre 2014. Il progresse de 10,3 % (en CVS) sur un an. Ces demandeurs représentent désormais 23,4 % des inscrits à Pôle Emploi contre 19 % en décembre 2010. Les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans enregistrent entre les deux trimestres, la plus faible augmentation (+0,6 % en CVS). Leur nombre a toutefois progressé de 5,1 % (en CVS) durant l'année 2014. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sont en augmentation de 2,1 % (en CVS) ce trimestre. Fin décembre 2014, ils représentaient 42,5 % de la demande d'emploi régionale.

Logements autorisés : une baisse supérieure au niveau métropolitain

Sur l'année 2014, le nombre de permis de construire délivrés en Poitou-Charentes représente 8 500 logements y compris les logements en résidence. La tendance (en année glissante) recule de 17,5 % par rapport à son niveau de décembre 2013 (figure 5) contre 11,1 % au niveau métropolitain. Entre le 3^e et le 4^e trimestre 2014, le fléchissement s'est accentué (-5 %) par rapport à la tendance observée entre le 2^e et le 3^e trimestre (-1 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

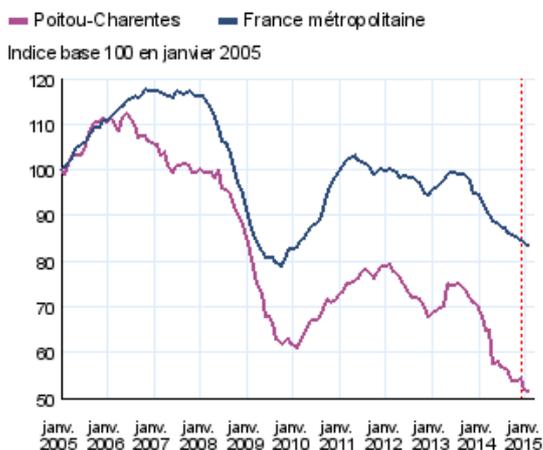
Entre les deux derniers trimestres de 2014, le recul tendanciel des autorisations affecte aussi bien les logements individuels purs (-4,2 %) que les logements individuels groupés (-7,6 %) ou les logements en collectif ou en résidence (-4,7 %). Sur 2014, ces trois composantes sont aussi en fort recul : les premiers cèdent -21,8 % ; les deuxièmes, -19,8 % ; et les derniers, -5,7 %.

Avvertissement : À compter de février 2015, de nouveaux indicateurs construits à partir de la base Sit@del2 sont diffusés afin d'améliorer le diagnostic conjoncturel sur la **construction de logements neufs**. Ces nouveaux indicateurs visent à retracer, dès le mois suivant, les autorisations et les mises en chantier à la date réelle de l'événement. Ils offrent une information de meilleure qualité que les données en date de prise en compte diffusées jusqu'à présent. Ces nouveaux indicateurs mensuels sont des séries cumulées sur 12 mois.

Logements commencés : un profil d'activité à la baisse

La tendance sur les ouvertures de chantier s'est dégradée entre 2013 et 2014 (figure 6), de -23,6 % en Poitou-Charentes, contre -10,9 % au niveau métropolitain. Pour la région, entre le 3^e et le 4^e trimestre 2014, les autorisations ont continué de baisser (-2,4 %) mais le rythme s'est ralenti par rapport aux trimestres précédent (-8,3 % au 1^{er}, -10,8 % au 2^e et -4,1 % au 3^e).

6 Évolution du nombre de logements commencés



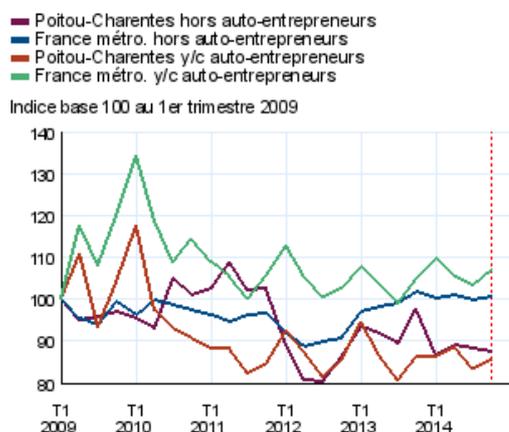
Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.
Source : SOeS, Sit@del2

Un léger regain de créations d'entreprises

En Poitou-Charentes, entre les deux derniers trimestres de 2014, les créations d'entreprises progressent significativement (figure 7) : +2,4 % (en CJO-CVS). Sur l'année 2014, 11 931 créations d'entreprises (donnée brute) sont dénombrées, soit un recul de 1,7 % depuis 2013. En métropole, les créations ont augmenté de 3,2 % (en CJO-CVS) ce trimestre, de même qu'entre 2013 et 2014 (+2,6 % en CJO-CVS).

Dans la région, les créations d'auto-entreprises sont en progression entre le 3^e et le 4^e trimestre (+4,7 %, donnée brute). Elles portent intégralement la croissance du trimestre. En 2014, avec 6 957 créations (donnée brute), le régime de l'auto-entreprise a continué de séduire (+1,9 % par rapport à 2013). Sur le périmètre métropolitain, l'évolution annuelle est plus forte : +3,5 % (donnée brute).

7 Créations d'entreprises

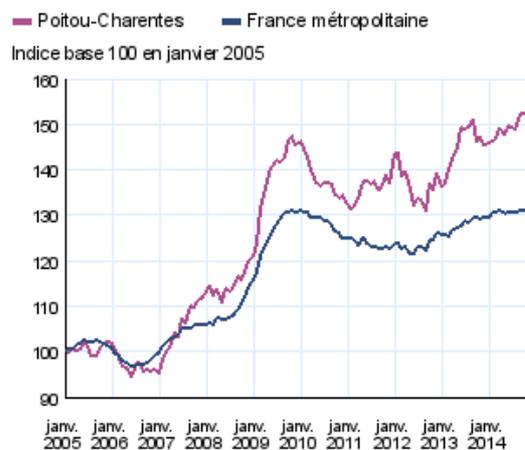


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

En revanche, la création d'entreprises classiques (entreprises individuelles et sociétés) s'est détériorée entre le 3^e et le 4^e trimestre 2014 (-0,6 % CJO-CVS). Sur 2014, le déficit de créations pour ces entreprises atteint 6,1 % (en CJO-CVS) relativement à 2013.

Après une progression continue tout au long de l'année, la tendance des défaillances s'est finalement infléchi (-2,0 %, donnée brute) au 4^e trimestre 2014 (figure 8). Sur l'année, la région comptabilise 1 688 défaillances d'entreprises, soit 2,8 % de plus qu'en 2013 (donnée brute) en particulier dans le secteur de la construction dont les défaillances représentent le quart du total.

8 Défaillances d'entreprises

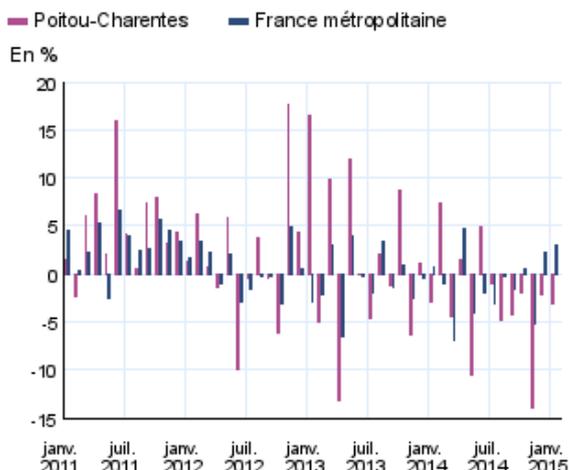


Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Banque de France, Fiben

Tourisme : l'année 2014 moins bonne pour les hôtels, mais excellente pour les campings

Au regard du 4^e trimestre 2013, la fréquentation des hôtels de la région, en nombre de nuitées, a fléchi en 2014 (-6,8 %, donnée brute), elle a mieux résisté au niveau national (-1,0 %). Pour la région, aucun trimestre de 2014 n'aura compté un volume de nuitées supérieur à celui de 2013. Au total, la fréquentation annuelle atteint près de 4,6 millions de nuitées (-3,1 %) abandonnant ainsi près de 148 000 nuitées à 2013. Sur l'année, la clientèle nationale a réduit sa présence, les étrangers ont accru la leur (+2 %). Les touristes étrangers ont représenté en 2014 près de 12 % de la clientèle.

Côté hôtellerie de plein air, la fréquentation a été meilleure. Entre mai et septembre 2014, ce sont 6,9 millions de nuitées qui ont été passées dans les campings de la région. Soit une progression de 2,9 % (en donnée brute) sur 2013. Sur le périmètre métropolitain les nuitées ont progressé de 0,3 %. Les Français ont consommé davantage de nuitées (+4,3 %) qu'en 2013, tandis que la fréquentation des extranationaux, notamment des Britanniques et des Néerlandais, est en repli (-3,6 %). Les touristes étrangers assurent 16 % du remplissage des campings. C'est principalement dans la zone littorale (Charente-Maritime), qui accueille 92 % des nuitées régionales, que la fréquentation a progressé. Elle est stable ou régresse dans les autres départements : les structures de Charente perdent près de 20 % de leurs nuitées, tandis que dans les Deux-Sèvres le recul avoisine 6 %.



Notes : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réévaluées.
Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Un taux de change favorable aux exportations

Par rapport au 4^e trimestre 2013, la valeur des exportations de la région a progressé ce trimestre (+2,6 %, en donnée brute), la valeur au niveau national s'est aussi accrue (+2,8 %). En Poitou-Charentes, la tendance générale (cumul en année glissante) des exportations est inférieure à 2013. Entre 2013 et 2014, la valeur des exportations régionales baisse de 8,8 % (à 6 877 millions d'euros). En 2014, les quatre principaux postes d'exportations sont moins performants : les ventes de produits agricoles ont chuté de 15,6 % ; celles de boissons (cognac) comme celles des produits chimiques de base de 9,9 % ; et les appareils ménagers et le matériel électrique de 1,8 %.

La valeur des importations entre les 4^e trimestre de 2013 et de 2014, a baissé de 13,9 %. En 2014, le total des importations recule de 5,7 % (donnée brute) entraîné par la valeur des produits pétroliers raffinés importés qui a fléchi de 11,5 %. Cet avantage «prix» a été atténué par la dépréciation de l'euro face au dollar. En 2014, les entrées de biens d'équipement ont reculé de 8,4 % et la valeur des achats de matériels électriques s'est accrue (+2,2 %). ■

Contexte national : Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges

Comme attendu, l'activité a peu progressé en France au 4^e trimestre 2014 (+0,1%). Au 1^{er} semestre 2015, la consommation des ménages serait dynamique, soutenue par le regain de pouvoir d'achat offert notamment par la forte baisse des prix du pétrole. En revanche, le climat des affaires, qui n'a que légèrement progressé depuis novembre et reste inférieur à sa moyenne de long terme, fait état d'un attentisme persistant des entreprises. Leur investissement stagnerait donc, malgré les conditions de financement favorables et la nette remontée de leur taux de marge, qui atteindrait son plus haut depuis début 2011. Par ailleurs, l'investissement des ménages continuerait de reculer. Au total, le PIB accélérerait à +0,4 % au 1^{er} trimestre 2015, du fait d'un rebond ponctuel de la production d'énergie après un automne doux, puis progresserait de 0,3 % au 2^e trimestre. Mi-2015, la hausse de l'activité atteindrait +1,1 % sur un an, le rythme le plus haut depuis fin 2011. Le regain d'activité et les politiques d'enrichissement de la croissance en emplois ne suffiraient pas à enrayer la baisse de l'emploi marchand sur le semestre et, malgré le soutien des emplois aidés, le chômage continuerait d'augmenter, à 10,6 % mi-2015.

Contexte international : Accélération progressive en zone euro, croissance robuste dans les pays anglo-saxons

Au 4^e trimestre 2014, l'activité est restée solide dans les pays avancés. Le dynamisme de la consommation a permis une croissance robuste aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis que l'activité a légèrement accéléré dans la zone euro. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a tourné au ralenti, notamment en Chine. Au 1^{er} semestre 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans cette dernière, sous l'effet des baisses récentes du prix du pétrole et du cours de l'euro, la consommation et le commerce extérieur seraient dynamiques. L'activité resterait soutenue en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement, et en Allemagne, qui bénéficierait de l'instauration du salaire minimum, mais elle redémarrerait très lentement en Italie. Aux États-Unis comme au Royaume-Uni, la vigueur de la consommation des ménages continuerait de générer une croissance soutenue, mais l'appréciation de leurs monnaies pèserait sur le commerce extérieur. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient peu dynamiques.

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture, mars 2015 « Un peu de carburant pour la consommation et pour les ménages ».
www.insee.fr/fr_rubrique_themes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture
- Informations rapides mars 2015 : le pouvoir d'achat des ménages baisse au 4^e trimestre 2014 (-0,2 %) mais progresse sur l'ensemble de l'année (+1,1 %).
www.insee.fr/fr_rubrique_themes/conjoncture/indicateurs_de_conjoncture
- Eurozone economic outlook avril 2015 : changement de rythme en vue.
www.insee.fr/fr_rubrique_themes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture

